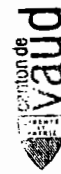


11-1101-143



Déposé le **13 SEP. 2011**

Scanné le _____

Motion Nuria Gorrite et Laurent Wehrli

Pour une répartition plus équitable des moyens entre la Confédération, les cantons et les communes.

Par la présente motion, nous demandons au Conseil d'Etat de partager tout ou partiellement avec les communes les montants que le canton de Vaud reçoit de la Confédération, à titre de compensation des charges excessives dues à des facteurs socio-démographiques et des charges excessives déterminantes des villes-centres, dans le cadre de la loi fédérale sur la péréquation financière et la compensation des charges (RPT), soit en déduction de la facture sociale, soit en déduction de la facture de l'AVASAD, soit selon une clé de répartition à déterminer qui conviendra au Conseil d'Etat.

Conséquences de la nouvelle loi fédérale sur l'assurance-chômage (LACI), évolution des charges sociales et vieillissement de la population

La nouvelle loi sur l'assurance-chômage (LACI) est entrée en vigueur le 1^{er} avril 2011. Le désengagement fédéral dans ce dossier, conjugué aux effets de la crise, laissent présager une évolution importante des dépenses liées à l'octroi du Revenu d'Insertion. S'il est sans doute difficile pour l'heure d'évaluer avec précision l'augmentation durable du nombre de personnes inscrites à l'aide sociale, on peut néanmoins déjà mesurer une augmentation du nombre de dossiers et, selon les informations dont nous disposons, une augmentation de plusieurs dizaines de millions de francs à charge de la facture sociale sont à présager dès 2012 déjà.

Par ailleurs, il est un fait avéré que notre canton doit faire face à un fort vieillissement de sa population et que les charges d'hébergement des personnes âgées ainsi que celles liées à l'aide et aux soins à domicile sont en constante augmentation.

Péréquation financière fédérale : un outil de régulation et des moyens pour assumer les charges

Entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2008, la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT) a eu des effets importants, tant au plan de la répartition des tâches entre les collectivités publiques qu'en termes de moyens financiers. Cette péréquation s'articule aussi bien sur un axe vertical, où la Confédération alloue des moyens aux cantons, qu'autour d'un axe horizontal, où les cantons à fort potentiel de ressources injectent des montants au profit de ceux dont les ressources sont moins importantes. Cette réforme a notamment pour objectif de veiller à ce que les cantons disposent de ressources suffisantes pour accomplir leurs tâches.

La Confédération a mis en place deux instruments financiers destinés à compenser certains facteurs à l'origine de coûts importants. D'une part, la Confédération alloue des ressources supplémentaires aux cantons devant supporter des charges particulièrement élevées en raison de leur topographie (facteurs géo-topographiques prévus dans l'ordonnance fédérale OPFCC art.29). D'autre part elle alloue des ressources aux cantons en fonction de la structure de leur population (facteurs socio-démographiques OPFCC art. 34), tenant compte du nombre de bénéficiaires de l'aide sociale, de la proportion élevée de personnes âgées, de la proportion élevée d'étrangers, etc. La présence de

centres-urbains –réputés entraîner des coûts élevés- est quant à elle également prise en considération (OPFCC art.36).

Situation pour 2012

Si le canton de Vaud ne touche aucun montant pour les charges géo-topographiques, il bénéficie en revanche d'un montant très important (environ 63 millions en 2012) pour les charges socio-démographiques. En effet, selon les informations accessibles sur le site internet de la Confédération <http://www.news.admin.ch/NSBSubscriber/message/attachments/23608.pdf>, le Canton de Vaud recevra, en 2012, 60,167 millions à titre de compensation des dépenses excédentaires dues au profil socio-démographique de sa population et 3,774 millions à titre de compensation des dépenses excédentaires dues au facteur « ville-centre ».

Or, dans le canton de Vaud, les dépenses sociales font l'objet d'un partage paritaire entre le canton et les communes (« facture sociale » et « AVASAD »), ce qui n'est pas le cas dans tous les cantons. Les régimes sociaux composant la facture sociale comprennent aussi bien la délivrance du revenu d'insertion et la participation cantonale à l'assurance-chômage que les prestations complémentaires à domicile et hébergement ou les prestations sociales pour la famille. Par ailleurs, de nombreuses communes assument seules des charges additionnelles liées à l'intégration des étrangers, aux logements d'urgence, à des programmes de lutte contre la pauvreté... Enfin, la nouvelle Loi sur l'aide et les soins à domicile a consacré le principe d'une répartition des coûts ~~50%~~ 50% canton-50% communes liés à cette politique publique.

Des éléments nouveaux

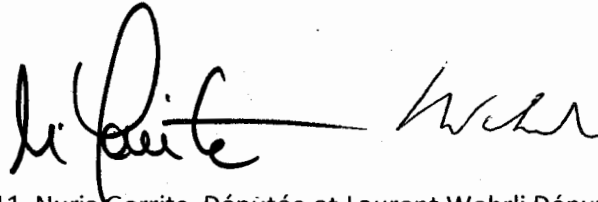
Le 27 juillet 2011 nous apprenions, à la lecture de l'édition de 24 heures, que la participation du canton de Vaud à la péréquation financière fédérale (RPT) sera, en 2012, sensiblement inférieure aux prévisions du Conseil d'Etat. Cette embellie des perspectives financières à long terme exige un débat politique concernant l'affectation des montants encaissés par le Canton de Vaud pour assumer des charges qu'en réalité il partage à 50% avec les communes.

Proposition

Il apparaît que la Confédération reporte des tâches et des charges sur les cantons (et indirectement sur les communes) d'une part, et qu'elle a, d'autre part, prévu un mécanisme d'allocation de moyens pour faire face à certaines d'entre elles. Or, actuellement ces moyens ne sont pas répartis entre l'Etat et les communes, qui sont pourtant les partenaires qui assument paritairement les charges sociales au travers de la facture sociale et l'aide et les soins à domicile. En outre de très nombreuses communes développent également des projets communaux en faveur de l'intégration des personnes étrangères.

Pour corriger cette situation, il convient de partager les moyens fournis par la Confédération tout ou partiellement avec les communes, soit en déduction de la facture sociale, soit en déduction de la facture de l'AVASAD, soit selon une clé de répartition qui conviendra au Conseil d'Etat. Cette manière de faire allègerait ainsi de manière plus équitable les charges des instances participant à leur financement (Canton et communes), cela conformément à l'esprit de l'indemnisation fédérale qui est

bien de rétribuer les collectivités qui financent effectivement ces prestations. Ainsi, le montant alloué par la Confédération à l'Etat de Vaud pour compenser ses charges devrait profiter également à l'ensemble des communes, compte tenu du fait qu'elles sont solidairement responsables du paiement de la moitié au moins de ces dernières. Cette manière de faire est conforme à l'esprit de la loi fédérale, mais surtout équitable envers les partenaires qui assument les charges concernées par celle-ci.



Morges et Montreux, le 28 juillet 2011 Nuria Gorrite, Députée et Laurent Wehrli Député

Demandons le renvoi en commission


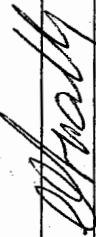
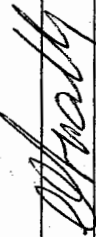
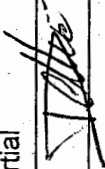




en milliers de francs; (+) charge pour le canton; (-) allègement pour le canton


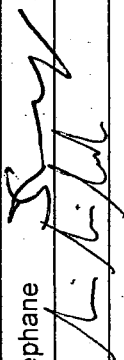







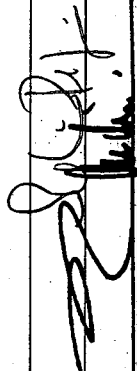
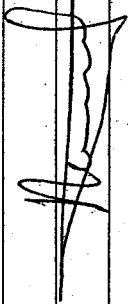
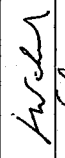




IR 2012	PR 2012			CC-2012			Total des instruments de péage			Compensation de rigueur (net)	2012		2011		Différence en 1'000 francs par habitant
	horizontale			CCG	CCSA-C	CCSF	Total	en 1'000 francs	en francs par habitant		en 1'000 francs	en francs par habitant	en 1'000 francs	en francs par habitant	
	Charge	Allègement	verticale												
ZH	123.0	486'220	0	0	-13'104	-65'740	-78'843	407'376	20'626	428'002	323	490'823	375	-62'821	-53
BE	74.9	0	-395'798	-577'693	-25'894	-28'916	-54'810	-1'028'301	-36'041	-1'064'343	-1'097	-945'919	-978	-118'423	-118
LU	76.0	0	-137'710	-200'996	-7'011	0	-7'011	-345'717	-17'857	-363'574	-1'004	-359'751	-1'003	-3'823	-1
UR	58.9	0	-30'529	-44'558	-11'408	0	-11'408	-86'495	585	-85'910	-2'486	-83'962	-2'430	-1'948	-56
SZ	149.5	110'534	0	0	-6'330	0	-6'330	104'204	2'159	106'364	760	80'077	580	26'287	180
OW	81.1	0	-8'831	-12'890	-5'712	0	-5'712	-27'433	-8'898	-36'331	-1'076	-45'799	-1'370	9'467	295
NW	123.2	14'658	0	0	-1'569	0	-1'569	13'089	623	13'712	346	13'738	349	-25	-3
GL	66.0	0	-24'982	-36'464	-5'414	0	-5'414	-66'860	-7'521	-74'382	-1'954	-69'880	-1'837	-4'501	-117
ZG	250.1	260'571	0	0	0	0	0	260'571	1'658	262'229	2'409	239'645	2'229	22'584	180
FR	71.4	0	-132'247	-193'024	-12'424	0	-12'424	-337'695	4'098	-470'969	-1'782	-486'971	-1'874	16'002	92
SO	79.6	0	-73'398	-107'129	0	0	0	-180'528	3'251	-176'429	-708	-193'345	-780	16'915	72
BS	148.9	148'332	0	0	-30'889	-20'466	-51'355	96'978	4'343	100'229	527	84'952	447	15'277	80
BL	101.5	6'398	0	0	0	0	0	6'398	5'187	10'741	40	12'16	5	9'525	36
SH	99.3	0	-111	-163	0	0	0	0	-5'402	-7'719	-103	-11'480	-154	3'761	51
AR	78.3	0	-17'007	-24'822	-2'042	0	-2'042	-2'316	902	-59'425	-1'334	-65'693	-1'255	6'268	121
AI	82.3	0	-3'564	-5'201	-18'498	0	-18'498	-60'327	247	-17'102	-1'132	-16'783	-1'115	-318	-17
SG	76.7	0	-189'280	-247'075	-8'584	0	-8'584	-17'349	7'576	-410'975	-881	-441'195	-852	30'320	71
GR	80.7	0	-51'908	-75'763	-2'095	0	-2'095	-41'845	3'166	-268'330	-1'397	-282'657	-1'476	14'327	79
AG	87.3	0	-81'280	-118'633	-143'844	0	-143'844	-271'516	9'133	-190'780	-329	-221'458	-387	30'678	57
TG	76.6	0	-87'055	-127'063	-3'916	0	-3'916	-199'913	3'843	-214'792	-899	-234'641	-994	20'449	95
TI	99.3	0	-490	-715	-14'433	-21'403	-35'836	-37'040	5'187	-31'854	97	-46'866	-145	15'113	47
VD	107.5	81'350	0	0	-60'167	-3'774	-63'941	17'409	10'613	23'022	61	155'326	231	-127'304	-190
VS	67.1	0	-185'180	-270'282	-73'212	0	-73'212	-528'675	4'613	-524'062	-1'764	-529'435	-1'805	5'372	41
NE	96.0	0	-3'901	-5'694	-23'994	0	-23'994	-50'257	-106'018	-156'275	-919	-156'976	-926	701	7
GE	148.8	344'629	0	0	-72'379	-32'958	-105'337	239'292	6'897	246'189	556	218'647	498	27'542	58
JU	63.8	0	-494'418	-72'129	-4'472	-308	-4'779	-126'326	-18'247	-144'573	-2'178	-140'534	-2'065	-4'039	-53
Total	100.0	1'452'691	-1'452'691	-2'120'294	-368'812	-245'875	-122'937	-2'957'918	-243'718	3'101'837	-407	-3'049'020	-403	-52'617	-3

IR = indice des ressources; PR = péreuation des ressources; CC = compensation des charges excessives dues à des facteurs géographiques; CCS = compensation des charges excessives dues à des facteurs socio-démographiques; AFC = domaines pauvres; vieillesse; intégration des étrangers; FAP = facteur mathématique des centres-villes; * par habitant de la population déterminante pour le potentiel des ressources (= population résidente moyenne, moyenne 2006-2008)

Liste des députés signataires – état au 23 août 2011

Aebi Jean-Robert	Calpini Christa		Dind Claudine
Aellen Catherine	Capt Gloria		Dolivo Jean-Michel
Amarelle Cesla	Chapalay Albert		Ducommun Philippe
Amstein Claudine	Chappuis Laurent		Dufour Claude-Eric
Ansermet Jacques	Chatelain André		Durussel José
Apothéoz Stéphanie	Chevalley Christine		Duvoisin Ginette
Attinger Doepper Claire	Chevalley Isabelle		Epars Olivier
Aubert Mireille	Cherix François		Favez Jean-Michel
Baehler Bech Anne	Chollet Jean-Luc		Favrod Pierre-Alain
Ballif Laurent	Chollet Jean-Marc		Feller Olivier
Bally Alexis	Christen Jérôme		Ferrari Yves
Bavaud Sandrine	Clot Bertrand		Flora-Guttman Martine
Bernhard Maximilien	Cornamusaz Philippe		Freymond Cantone Fabienne
Bersth Verena	Cornaz-Rovelli Valérie		Gaille Pierre-André
Bolay Guy-Philippe	Courdesse Régis		Gay Vallotton Michèle
Bonjour Eric	De Icco Fabrice		Girardet Lucas
Bonny Dominique-Richard	De Montmollin Martial		Gardon Julien
Borel Bernard	Debluè François		Glutz Félix
Borloz Frédéric	Décosterd Anne		Golaz Florence
Bory Marc-André	Delay Elisabeth		
Bottlang-Pittet Jaqueline	Depoisier Anne-Marie		Golaz Olivier
Brélaz François	Deriaz Philippe		Gorrite Nuria
Buffat Marc-Olivier	Desmeules Michel		Grandjean Pierre
Buffat Michaël	Despot Fabienne		Grobéty Philippe
Cachin Jean-François	Devaud Grégory		Grognoz Frédéric
			Guignard Jean

Liste des députés signataires – état au 23 août 2011

Guignard Pierre	Modoux Philippe	Rostan Jacqueline
Haenni Frédéric	Monod Alain	Roulet Catherine
Haldy Jacques 	Montangero Stéphane 	Ruey-Ray Elisabeth
Haury Jacques-André	Mossi Michele 	Saugy Roger 
Hurni Véronique	Mouquin Michel	Schilt Jean-Jacques 
Jaquet-Berger Christiane	Nicolet Jacques	Schwaab Jean Christophe
Jaquier Rémy	Pache Rémy	Schwaar Valérie
Jobin Philippe	Papilloud Anne	Schwab Claude
Junglaus Delarze Suzanne	Payot François	Silauri Alessandra
Kappeler Hans Rudolf	Pernoud Pierre-André	Sonnay Eric
Kemen Olivier 	Perrin Jacques	Sordet Jean-Marc
Labouchère Catherine	Pertusio Mario-Charles	Surer Jean-Marie
Mahaim Raphaël	Pidoux Jean-Yves	Truffer Jean-Jacques
Maillefer Denis-Olivier 	Pidoux Pierre-André	Uffer Filip 
Mange Daniel	Poncet Gabriel	Venzelos Vassilis
Manzini Pascale 	Progin Sylvie 	Villa Sylvie
Marendaz André	Randin Philippe	Voiblet Claude-Alain
Martinet Philippe	Rapaz Pierre-Yves	Volet Pierre
Mattenberger Nicolas	Rau Michel	Vuillemin Philippe
Mayor Olivier	Reichen Gil 	Walther Eric
Melly Serge	Renaud Michel	Weber-Jobé Monique
Mercier Pierre-Alain	Rey-Marion Alette	Wehrli Laurent 
Métraux Béatrice 	Reymond Philippe	Wyssa Claudine 
Meyer Roxanne	Rithener Christiane 	Yersin Jean-Robert
Miéville Michel	Rochat Nicolas 	Zwahlen Pierre 